



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2003/38
21 janvier 2003

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-neuvième session
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS
FONDAMENTALES, OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE

Situation des droits de l'homme dans certaines parties de l'Europe du Sud-Est

Rapport présenté par M. José Cutileiro, Représentant spécial de la Commission
des droits de l'homme chargé d'examiner la situation des droits de l'homme
en Bosnie-Herzégovine et en République fédérale de Yougoslavie, conformément
à la résolution 2002/13 de la Commission

Résumé

Le présent rapport est soumis par M. José Cutileiro, Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine et en République fédérale de Yougoslavie. Il fait le point sur l'évolution de la situation dans les domaines qui relèvent du mandat du Représentant spécial jusqu'à la troisième semaine de décembre 2002 et repose sur les renseignements recueillis par M. Cutileiro lors des visites qu'il a effectuées dans les pays concernés et sur ceux émanant des bureaux extérieurs du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH).

Bosnie-Herzégovine

Le Représentant spécial félicite les autorités de Bosnie-Herzégovine pour les élections bien organisées, libres et équitables qui ont eu lieu en octobre 2002 et pour les progrès réalisés sur la voie de la mise en place d'une forme plus unifiée de gouvernement, grâce à la création de ministères d'État et d'une juridiction étatique. Il espère toutefois que l'élection de partis nationalistes ne ravivera pas les tendances nationalistes et n'exacerbera pas les tensions.

Le Représentant spécial constate que la majorité des problèmes concernant les droits de l'homme continuent d'être dus à une discrimination fondée sur l'origine ethnique, l'appartenance à une famille politique, l'origine nationale, le sexe ou sur diverses combinaisons de ces éléments. Le Représentant spécial espère que la nouvelle loi sur l'égalité entre les sexes permettra, lorsqu'elle sera appliquée, de remédier à quelques-unes des inégalités. Il exhorte toutefois les autorités à s'employer beaucoup plus activement à analyser l'ensemble des conséquences de toutes les formes de discrimination afin de prendre des mesures constructives visant à y remédier.

Le Représentant spécial souligne la nécessité de traduire en justice les personnes inculpées par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Il encourage aussi l'État et les Entités à s'acquitter de leur obligation légale de prendre toutes les mesures nécessaires pour aider les familles des personnes qui ont été portées disparues ou qui ont été victimes de disparition forcée à cause du conflit.

Le renforcement récent de la mise en œuvre des lois sur les biens et de la politique de restitution des biens aux personnes qui en étaient propriétaires avant la guerre montrent que l'État et les Entités reconnaissent de plus en plus largement les droits des personnes rapatriées, déplacées ou réfugiées. Le Représentant spécial note cependant que la restitution des biens n'est qu'une étape nécessaire et un préalable à la recherche de solutions durables aux problèmes liés à la question du déplacement. Il demande instamment à l'État et aux Entités de poursuivre les efforts qu'ils déploient pour garantir un climat de sécurité, notamment l'intégrité physique et l'accès aux droits sociaux et économiques.

République fédérale de Yougoslavie

Le Représentant spécial conclut que la situation générale des droits de l'homme en République fédérale de Yougoslavie continue de s'améliorer, même si c'est lentement et d'une manière inégale. Un certain nombre de mesures législatives importantes ont été prises en 2002. Il relève cependant que de profondes divisions subsistent au sein des différents partis

politiques et entre ces partis, tant en Serbie qu'au Monténégro, et que cette incertitude continue d'avoir une incidence négative sur la qualité et le rythme de la réforme de fond des institutions qui revêtent une importance capitale pour les droits de l'homme, en particulier l'appareil judiciaire, la police et l'armée, les médias, ainsi que les services sociaux et le système de protection sociale. D'une manière générale, le Représentant spécial continue de constater avec préoccupation que les réformes législatives visant à redéfinir les pouvoirs et l'organisation de la police et à mettre en place un contrôle démocratique des forces armées sont menées trop lentement. Il rappelle les observations qu'il avait formulées dans ses précédents rapports concernant les lois qui sont élaborées et promulguées au coup par coup, l'absence d'un processus cohérent qui assure la transparence et permette aux citoyens de passer au crible les mesures prises ainsi que les difficultés rencontrées par les organisations non-gouvernementales (ONG) et les institutions internationales pour obtenir le texte des projets de loi et les commenter efficacement.

Des progrès importants ont été enregistrés dans les municipalités de Presevo, Bujanovac et Medvedja situées dans le sud de la Serbie depuis la fin négociée du conflit armé en mai 2001. Le Représentant spécial constate que depuis son dernier rapport, le respect des droits de l'homme dans la région s'est, d'une manière générale, maintenu au même niveau et a même été renforcé dans certains domaines. Les élections locales qui ont eu lieu dans ces trois municipalités en juillet 2002 ont abouti à une représentation plus équilibrée des communautés albanaises de souche, serbe et rom et ont constitué une étape importante sur la voie de la réintégration de toutes les minorités dans la région. L'amnistie promise aux Albanais de souche qui avaient pris les armes a également été mise en œuvre en juillet 2002. Il reste un certain nombre de problèmes qu'il faut s'employer à résoudre dans le cadre des mesures de confiance et des efforts déployés pour lutter contre l'impunité.

Au Kosovo, la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) a fait des progrès raisonnables dans l'amélioration de la situation générale des droits de l'homme. Des mécanismes de contrôle interne ont été mis en place, les normes relatives aux droits de l'homme sont présentes dans le processus visant à déterminer le statut futur du Kosovo et quelques progrès ont été accomplis en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'appareil judiciaire local, du Bureau du Procureur et des forces de police. Toutefois, alors même que le soutien des donateurs faiblit, la MINUK, la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR) et les autorités locales se heurtent à d'importants obstacles dans les efforts qu'elles déploient pour instaurer une société multiethnique et tolérante au Kosovo. Les minorités restantes continuent d'être victimes de violences et d'actes de discrimination liés à l'appartenance ethnique – même si de tels actes sont moins fréquents – et le climat d'insécurité qui règne actuellement n'est pas propice à un rapatriement à grande échelle des personnes déplacées dans le reste de la République fédérale de Yougoslavie.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
Introduction	1 – 2	5
I. Bosnie-Herzégovine	3 – 24	5
A. Observations générales	4 – 5	5
B. Égalité entre les sexes et non-discrimination.....	6	5
C. Les crimes de guerre et la question des personnes disparues et des disparitions forcées.....	7 – 10	6
D. Personnes déplacées, réfugiées et rapatriées	11 – 14	7
E. Droits économiques et sociaux	15 – 19	8
F. Traite d'êtres humains	20 – 22	9
G. Objection de conscience	23 – 24	9
II. République fédérale de Yougoslavie	25 – 92	10
A. Observations générales	27 – 31	10
B. Questions particulières	32 – 56	11
C. La situation en Serbie (à l'exclusion du Kosovo) et au Monténégro	57 – 76	17
D. Situation particulière dans le sud de la Serbie.....	77 – 78	22
E. Situation au Kosovo	79 – 92	23

Introduction

1. Le présent rapport est le deuxième rapport soumis par José Cutileiro, Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine et en République fédérale de Yougoslavie, qui a été nommé en juin 2001, en application de la résolution 2001/12 de la Commission. Il décrit l'évolution de la situation des droits de l'homme dans les pays relevant du mandat du Représentant spécial jusqu'à la fin de novembre 2002.

2. Le Représentant spécial souhaite exprimer ses remerciements au Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) ainsi qu'au personnel des bureaux extérieurs du Haut-Commissariat dans les pays qui relèvent de son mandat pour le soutien qu'ils lui ont apporté.

I. Bosnie-Herzégovine

3. Le Représentant spécial a effectué une mission en Bosnie-Herzégovine du 7 au 14 novembre 2002. Pendant son séjour, il s'est rendu à Sarajevo, Mostar et Banja Luka. Il a rencontré des membres de la Présidence, d'autres institutions de l'État, des institutions des Entités et des autorités locales. Il s'est également entretenu avec des responsables d'organisations internationales et des personnalités de la société civile ainsi qu'avec des personnes rapatriées dans certaines municipalités de la Fédération et de la Republika Srpska.

A. Observations générales

4. La mission du Représentant spécial s'est déroulée juste après les élections nationales qui avaient eu lieu le 5 octobre 2002. Il s'agissait des premières élections organisées par les Bosniaques. Elles ont généralement été considérées comme libres et équitables, même si moins de 54 % des électeurs inscrits y ont participé. Un clivage très net entre la ville et la campagne est apparu, la participation étant plus élevée dans les zones rurales. L'absence de représentation réelle a influé sur la participation aux élections; les jeunes, les femmes et les personnes ayant un degré d'instruction élevé se sont généralement abstenus. Les représentants des trois partis nationalistes ont été élus à la Présidence tripartite et ont nettement progressé dans l'ensemble de la Bosnie-Herzégovine. Il est à craindre que la marche progressive vers le respect des obligations dans le domaine des droits de l'homme ne soit ralentie, voire inversée, si le nationalisme domine la scène politique.

5. Au regard des normes énoncées dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels la Bosnie-Herzégovine est partie, la situation actuelle des droits de l'homme dans le pays suscite des préoccupations. La nature des violations s'explique par la modification de la situation de la Bosnie-Herzégovine: le pays n'est à présent plus touché par la violence publique mais connaît des difficultés économiques et se trouve dans une phase de transition politique.

B. Égalité entre les sexes et non-discrimination

6. La majorité des problèmes concernant les droits de l'homme sont toujours dus à une forme ou une autre de discrimination fondée sur l'origine ethnique, l'appartenance à une famille

politique, l'origine nationale, le sexe, ou diverses combinaisons de ces éléments. La situation difficile où se trouve le pays tout entier à cause des problèmes économiques et des séquelles du conflit a des conséquences beaucoup plus graves pour les groupes vulnérables, par exemple les personnes rapatriées appartenant à des minorités, les Roms et les ménages dirigés par des femmes. L'omniprésence des partis politiques dans des domaines qui devraient être à l'abri de toute influence, par exemple l'emploi et l'accès au logement, est un phénomène regrettable auquel il faut remédier. Le Représentant spécial constate avec préoccupation que l'on insiste pour que l'enseignement soit dispensé en trois langues au lieu de mettre l'accent sur la nécessité d'adopter un programme scolaire commun, et que cela exacerbe les divisions ethniques au lieu de les atténuer. **Le Représentant spécial espère que la nouvelle loi sur l'égalité entre les sexes permettra, lorsqu'elle sera appliquée, de remédier à quelques-unes des inégalités mais exhorte les autorités à s'employer beaucoup plus activement à analyser en détail les conséquences de toutes les formes de discrimination afin de prendre des mesures constructives visant à y remédier.**

C. Les crimes de guerre et la question des personnes disparues et des disparitions forcées

7. Des personnes inculpées par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ont été arrêtées mais les auteurs des violations les plus graves sont toujours en liberté. **Le Représentant spécial rappelle une nouvelle fois à l'État et aux Entités l'obligation qui leur incombe de respecter les arrêts prononcés par le Tribunal, obligation que le Conseil de sécurité a réaffirmée dans sa résolution 1357 (2001).**

8. Le Représentant spécial note avec préoccupation que le nombre de personnes poursuivies par la justice nationale pour crimes de guerre est resté très bas: une personne seulement en Republika Srpska et 31 dans la Fédération; on répugne en général à poursuivre des criminels de guerre présumés qui ont la même origine nationale que soi, surtout lorsqu'il s'agit de personnes haut placées. Tant qu'un cadre juridique clairement défini permettant d'assurer la protection des témoins n'aura pas été établi et appliqué, la réticence des témoins à déposer continuera d'être la norme, en particulier lorsque ces témoins appartiennent à un groupe minoritaire et doivent témoigner contre un membre de la majorité.

9. La question du nombre de personnes portées disparues et/ou victimes de disparition forcée pendant ou immédiatement après le conflit relève de la même problématique. La Commission internationale des personnes disparues dans l'ex-Yougoslavie estime qu'environ 30 000 personnes ont disparu dans toute la Bosnie-Herzégovine. La Commission des personnes disparues de la Republika Srpska a déclaré que quelque 5 000 personnes avaient été portées disparues pendant la guerre et qu'environ 1 500 d'entre elles avaient été identifiées par la suite. La Commission des personnes disparues de la Fédération a déclaré que 27 731 personnes avaient été portées disparues, qu'environ 17 000 avaient été retrouvées et que 10 000 avaient été identifiées. Les commissions elles-mêmes ont souligné la nécessité de faire la lumière sur le sort des personnes disparues, non seulement pour atténuer la souffrance de leurs proches mais aussi pour parvenir à la réconciliation nationale.

10. Les familles des personnes disparues ou victimes de disparition forcée se sont déclarées profondément irritées par le fait que les autorités ne mènent pas d'enquêtes et ne répondent pas aux questions concernant le sort de leurs parents disparus. Les familles ont à l'évidence besoin d'être fixées sur le sort de leurs parents disparus, notamment afin de pouvoir éventuellement

percevoir une pension, bénéficier d'une protection sociale et hériter. Le Représentant spécial est profondément préoccupé par l'absence de coordination et de coopération entre les différentes autorités responsables de cette question à l'intérieur des Entités et à l'échelle nationale.

Parallèlement au processus d'exhumation, les ministères de la justice et de l'intérieur des Entités doivent ouvrir immédiatement des enquêtes sur les actes criminels évidents.

Les besoins particuliers des parents des personnes portées disparues/victimes de disparition forcée doivent aussi être pris en considération par les autorités compétentes de l'État et des Entités.

D. Personnes déplacées, réfugiées et rapatriées

11. La recherche longue et difficile de solutions durables à la situation des personnes déplacées, réfugiées et rapatriées reste une question hautement prioritaire pour le pays. D'après le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), il y a actuellement environ 388 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays et 200 000 personnes réfugiées à l'extérieur de la Bosnie-Herzégovine. À la suite du réenregistrement de 2002, 6 056 réfugiés se sont faits enregistrer en Bosnie-Herzégovine, sans compter la population croate d'origine serbe.

12. Le Représentant spécial constate avec satisfaction que la législation sur les biens est mieux appliquée; en septembre 2002, le taux global de restitution des biens aux personnes qui en étaient propriétaires avant la guerre avait atteint 62 % pour l'ensemble de la Bosnie-Herzégovine.

La Republika Srpska qui avait été publiquement réprimandée en septembre 2001 par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour n'avoir pas appliqué la législation sur les biens avait réussi à porter le taux d'application de cette législation à 60 % à la fin d'octobre 2002¹. Pour la Fédération, ce taux s'élevait à 56 %². Dans les deux Entités, ce taux n'est pas uniforme et oscille entre 20 % à 100 %.

13. Qu'une personne déplacée exerce de son plein gré son droit de regagner son lieu d'origine ou de s'intégrer sur place, la restitution des biens est une mesure nécessaire et un préalable à la recherche de solutions durables aux problèmes liés à la question du déplacement. Les personnes rapatriées ne resteront pas dans leurs foyers à moins qu'un climat de sécurité, qui inclut la protection de leur intégrité physique et l'accès aux droits sociaux et économiques, ne sera pas assuré. Les responsables des deux Entités s'accordent à reconnaître que le principal obstacle à la mise en œuvre de solutions durables est lié à l'économie et au chômage. Si les responsables des deux Entités affirment que les actes de violence et d'intimidation ont cessé, le HCR indique qu'il a reçu en 2002 des plaintes faisant état de 70 cas de menaces physiques et d'actes de violence individuels contre les personnes rapatriées et de violences collectives. Le HCR a également reçu des informations faisant état d'environ 80 autres cas d'atteintes aux biens, notamment des maisons, des magasins et des voitures et de 70 autres cas de dégradation d'édifices religieux et de profanation de sites religieux ou commémoratifs. Dans au moins 90 des actes signalés en 2002, les auteurs ont utilisé des engins explosifs, des armes de poing ou des couteaux. Dans au moins 18 cas, des personnes ont été blessées³. **Le Représentant spécial demande aux deux Entités de veiller à ce que de tels incidents fassent l'objet d'enquêtes et donnent lieu à des poursuites.**

14. S'agissant des problèmes liés au déplacement, le Représentant spécial attire l'attention sur la situation particulière des personnes déplacées appartenant à la communauté rom, dont il est impossible, faute de données, d'évaluer le nombre. L'absence de certificats de naissance et de

pièces d'identité, la discrimination, la méfiance, les préjugés et le manque d'information expliquent que de nombreux membres de la communauté rom n'aient pas été en mesure de se faire enregistrer en vue d'obtenir le statut de «personnes déplacées». Ils sont de ce fait privés de certaines prestations spéciales telles que les soins de santé, l'éducation, le logement, l'aide à la reconstruction et l'assistance humanitaire. **Le Représentant spécial prie instamment le Gouvernement, à tous les niveaux, de prendre toutes les mesures nécessaires pour sensibiliser davantage les membres de la communauté rom à leur droit à des papiers d'identité, et pour faciliter leur accès aux prestations auxquelles ils ont droit.**

E. Droits économiques et sociaux

15. Une confusion extrême entoure les chiffres réels du chômage en Bosnie-Herzégovine ainsi que le montant des pertes de gains qui s'ensuivent. Le chiffre officiel de 28,1 % témoigne de la persistance d'une situation économique catastrophique⁴. La prolifération de l'économie parallèle fait obstacle au respect des droits des travailleurs et à leur protection et conduit à des pratiques abusives.

16. La discrimination en matière d'emploi, souvent mise sur le compte de la détérioration de la situation économique, reste systématique. Par exemple, les personnes qui devraient être réintégrées s'entendent dire que l'entreprise n'est pas en mesure de les reprendre, alors même que des personnes appartenant à la communauté majoritaire sont prioritaires en matière d'embauche. **Le Représentant spécial invite les autorités de l'État et des Entités à faire respecter les dispositions législatives très complètes interdisant la discrimination en matière d'emploi qui existent déjà.**

17. S'agissant du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, **le Représentant spécial rappelle au Gouvernement que la participation de la société civile est nécessaire et qu'un développement véritable n'est possible que s'il repose sur le respect des droits de l'homme.** L'amélioration de l'économie doit aller de pair avec la mise en place d'une protection sociale, en particulier dans les domaines où il n'existe aucune protection, par exemple le logement social, dont l'absence a des conséquences pour les personnes qui sont déjà les plus vulnérables de la société. Le Représentant spécial se déclare profondément préoccupé par la paupérisation croissante des personnes âgées, qui bénéficient de moins en moins de protection du fait de la détérioration de l'économie.

18. Le Représentant spécial souligne également les préoccupations que lui inspire le droit à l'éducation. Plusieurs obstacles s'opposent à la réalisation complète de ce droit, notamment en ce qui concerne l'accès de tous les enfants à l'enseignement, en particulier les enfants appartenant à des minorités, et l'intégration de tous les groupes dans le système éducatif. Les politiques de l'enseignement menées actuellement, notamment l'existence de trois langues, le montant excessif des débours personnels et des dépenses liées à l'inscription entravent l'accès à l'éducation. On dispose de données de plus en plus nombreuses qui montrent que les parents gardent les filles à la maison. Comme on l'a vu plus haut, le fait de mettre en place, dans un même établissement scolaire, des structures parallèles pour les enfants d'origine nationale différente («deux écoles sous un même toit») au lieu de créer des écoles intégrées perpétue les divisions entre enfants et fait obstacle à la réconciliation nationale.

19. **Le Représentant spécial encourage les autorités de l'État et des Entités à s'acquitter pleinement des obligations découlant du plan de novembre 2002 fixant les modalités d'application de l'Accord provisoire sur la satisfaction des besoins spécifiques et la réalisation des droits spécifiques des enfants de rapatriés dans le domaine de l'éducation afin de remédier à la discrimination existante et de garantir à ces enfants un accès sans entrave à l'enseignement.**

F. Traite d'êtres humains

20. Les problèmes posés par toutes les formes de migration irrégulière se sont aggravés au cours de l'année écoulée. La Bosnie-Herzégovine est à la fois un pays de destination et un pays de transit pour les personnes victimes de la traite. Un cadre et un système cohérents permettant de faire face à toutes les formes de migration au point d'entrée n'ont toujours pas été mis en place, bien que le Service chargé de surveiller les frontières ait pleinement contrôlé celles-ci en 2002, ce qui soulève des questions concernant la protection des droits des demandeurs d'asile, des apatrides, des immigrants clandestins maltraités ou exploités, des victimes de la traite ou des personnes qui risquent d'être soumises à la torture.

21. Le Représentant spécial salue les progrès qu'a réalisés le Gouvernement et dont témoigne le Plan d'action national mais note que ni le Gouvernement ni la communauté internationale n'ont accordé l'attention ou le degré de priorité voulus à la demande, sur le marché, des services proposés par les femmes contraintes de se livrer à la prostitution.

22. **Le Représentant spécial souligne que toutes les institutions qui participent à la lutte contre la traite doivent coopérer.** Il faut à l'évidence communiquer de toute urgence au Gouvernement tous les fichiers des équipes STOP de la Mission de l'ONU en Bosnie-Herzégovine (MINUBH) de sorte qu'une évaluation complète puisse être menée et que toutes les personnes chargées de faire appliquer la loi puissent utiliser les données existantes. **Il faut enregistrer des progrès rapides en ce qui concerne l'exercice de poursuites pénales effectives contre les personnes impliquées dans des crimes liés à la traite d'êtres humains.**

G. Objection de conscience

23. Si les deux Entités reconnaissent officiellement le droit à l'objection de conscience, le Représentant spécial constate avec préoccupation qu'une mise en œuvre insuffisante de la législation ainsi qu'un manque d'information sur le droit à l'objection de conscience et les modalités d'obtention du statut d'objecteur de conscience ont entravé la réalisation de ce droit. L'absence d'informations sur ce droit et les procédures à suivre pour l'exercer ont soit découragé les candidats (quatre personnes seulement ont demandé le statut d'objecteur de conscience dans la Republika Srpska depuis mai 2002), soit entraîné un rejet de ces demandes pour non-respect desdites procédures. La Commission fédérale du service civil s'est réunie à la fin de novembre 2002 – elle n'avait pas siégé depuis huit mois – et a approuvé 15 demandes de service civil. Il lui reste à statuer sur 500 demandes pendantes et fait face à des difficultés dues à un soutien financier et technique insuffisant. Dans la Republika Srpska, il n'existe pas de commission civile indépendante chargée d'examiner les demandes; celles-ci sont examinées par le Ministère de la défense, en violation des normes internationales.

24. **Le Représentant spécial invite instamment les gouvernements des Entités à prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier à cette situation en veillant à ce que la procédure à suivre pour obtenir le statut d'objecteur de conscience soit claire, accessible et efficace .**

II. République fédérale de Yougoslavie

25. Le Représentant spécial a effectué une mission en République fédérale de Yougoslavie du 30 octobre au 7 novembre 2002. Il a rencontré de hautes personnalités du Gouvernement fédéral et du Gouvernement serbe à Belgrade et du Gouvernement monténégrin à Podgorica.

Au Kosovo, il a rencontré le Représentant spécial du Secrétaire général, le Commandant de la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR), des hauts fonctionnaires de la MINUK, et des représentants des institutions provisoires d'administration autonome. Tout au long de sa visite, il a rencontré des représentants d'organisations internationales, notamment des fonctionnaires de l'OSCE et de l'ONU ainsi que des membres de la société civile.

26. Le Représentant spécial tient à marquer sa satisfaction devant le haut niveau de coopération dont il a bénéficié de la part de toutes les autorités et la franchise des discussions sur la situation des droits de l'homme dans l'ensemble de la République fédérale de Yougoslavie.

A. Observations générales

27. Le Représentant spécial conclut que la situation générale des droits de l'homme en République fédérale de Yougoslavie continue de s'améliorer quoique lentement et de façon fragmentaire. Il est heureux de constater que le cadre pour une nouvelle charte constitutionnelle a finalement été approuvé en décembre, même si les arrangements fonctionnels doivent encore être mis en application. Il relève cependant que de profondes divisions subsistent au sein des différents partis politiques et entre ces partis, tant en Serbie qu'au Monténégro, et que cette incertitude continue de nuire à la qualité et d'entraver le rythme de la réforme des institutions qui revêtent une importance capitale pour les droits de l'homme, en particulier l'appareil judiciaire, la police et l'armée, les médias, ainsi que les services sociaux et le système de protection sociale.

28. Pendant sa mission, le Représentant spécial s'est rendu compte que la communauté internationale privilégiait désormais le soutien aux activités d'aide au développement au détriment de l'assistance humanitaire, qui était fortement amoindrie, bien que les institutions nationales n'aient pas encore développé les capacités nécessaires pour prendre le relais. Les difficultés économiques vont probablement s'aggraver dans la période à venir, d'où les risques de mécontentement et de troubles sociaux. Le Représentant spécial s'attend à ce que ces facteurs aient une incidence négative sur l'exercice des droits de l'homme dans le pays, en particulier pour les groupes vulnérables tels que les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les Roms, les personnes âgées et les personnes handicapées – et au sein de ces groupes, les femmes et les enfants. **Il invite instamment les autorités responsables à veiller à ce que les droits de l'homme soient pleinement intégrés à tous les programmes, stratégies et mesures de réforme – en particulier ceux qui visent à atténuer la pauvreté et améliorer la situation sociale et la dignité humaine de tous les membres vulnérables de la communauté.**

29. Plusieurs mesures législatives importantes ont été prises en 2002. C'est ainsi qu'au niveau fédéral, une loi protégeant les droits des minorités, dont la mise en œuvre a déjà commencé, et

un nouveau code de procédure pénale ont été promulgués. Ces lois ne sont toutefois appliquées qu'en Serbie car le problème de la non-reconnaissance de la législation fédérale au Monténégro persiste. Les services serbes de sécurité ne relèvent plus du Ministère de l'intérieur et dépendent désormais du Parlement. La nouvelle loi sur l'autonomie locale en Serbie prévoit la création de postes de médiateurs locaux mais ne sera pleinement appliquée qu'après les élections locales de 2003.

30. D'une manière générale, le Représentant spécial continue de constater avec préoccupation que les réformes législatives visant à redéfinir les pouvoirs et l'organisation de la police et à mettre en place un contrôle démocratique des forces armées sont menées trop lentement. Il rappelle les observations qu'il avait formulées dans ses précédents rapports concernant les lois qui sont élaborées et promulguées au coup par coup, l'absence d'un processus cohérent qui assure la transparence et permette aux citoyens de passer au crible les mesures prises ainsi que les difficultés rencontrées par les organisations non-gouvernementales (ONG) et les institutions internationales pour obtenir le texte des projets de loi et les commenter efficacement.

31. Au Kosovo, la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) a fait des progrès raisonnables dans l'amélioration de la situation générale des droits de l'homme. Des mécanismes de contrôle interne ont été mis en place, les normes relatives aux droits de l'homme sont présentes dans le processus visant à déterminer le statut futur du Kosovo et quelques progrès ont été accomplis en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'appareil judiciaire local, du Bureau du Procureur et des forces de police. Toutefois, alors même que le soutien des donateurs faiblit, la MINUK, la KFOR et les autorités locales se heurtent à d'importants obstacles dans les efforts qu'elles déploient pour instaurer une société multiethnique et tolérante au Kosovo. Les minorités restantes continuent d'être victimes de violences et d'actes de discrimination liés à l'appartenance ethnique – même si de tels actes sont moins fréquents – et le climat d'insécurité qui règne actuellement n'est pas propice à un rapatriement à grande échelle des personnes déplacées dans le reste de la République fédérale de Yougoslavie.

B. Questions particulières

1. Impunité des auteurs de violations des droits de l'homme

32. Le Représentant spécial constate avec une profonde préoccupation que l'impunité dont jouissent les auteurs de graves violations des droits de l'homme passées et présentes reste un problème important. L'ampleur plus ou moins grande de l'impunité permet de déterminer la qualité de la réforme de l'appareil judiciaire, de la police et de l'armée. Dans quelques domaines essentiels – par exemple les enquêtes sur les violations du droit des conflits armés et des droits de l'homme pendant la période Milosevic et les poursuites engagées contre leurs auteurs – peu de progrès ont été enregistrés. En outre, de graves violations des droits de l'homme, tels que des mauvais traitements ou des actes de torture commis par la police, continuent de se produire⁵. Les mesures prises pour enquêter sur ces violations et poursuivre leurs auteurs et pour mettre en place des mécanismes de prévention et de contrôle efficaces sont encore insuffisantes.

33. Le Représentant spécial est au courant des critiques formulées par le Procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à propos de l'incapacité évidente des autorités de la République fédérale de Yougoslavie à arrêter les personnes inculpées par le Tribunal. Il est

également au courant des inquiétudes qu'inspire aux autorités yougoslaves l'absence d'inculpations concernant les violations dont des Serbes ont été victimes au Kosovo, bien qu'elles aient remis au Procureur des documents concernant ces victimes. **Il préconise une entière coopération avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et encourage le Procureur à veiller à ce que, dans le cadre du mandat, des ressources et des politiques du Tribunal, tous les crimes graves fassent l'objet d'une enquête.**

34. Le Représentant spécial souligne combien il importe qu'une juridiction nationale efficace connaisse des affaires de cette nature. Étant donné la capacité limitée du Tribunal pénal international, c'est aux systèmes nationaux de justice pénale qu'il incombe de poursuivre la majorité des suspects. Il note qu'en République fédérale de Yougoslavie les violations présumées du droit international humanitaire et des droits de l'homme commises pendant les conflits survenus dans l'ex-Yougoslavie n'ont donné lieu qu'à un petit nombre d'enquêtes et de poursuites pénales. Il n'a vu aucun signe d'une volonté systématique et générale d'examiner les données étayant les allégations relatives au comportement de la police, de l'armée ou des forces paramilitaires, de leurs commandants ou d'individus qui étaient soutenus par la Serbie, le Monténégro, l'ex-République socialiste fédérative de Yougoslavie ou la République fédérale de Yougoslavie, en vue d'engager des poursuites pénales contre les individus responsables.

35. En outre, une analyse des quelques affaires qui ont été jugées à ce jour fait apparaître plusieurs insuffisances systématiques dans la manière dont les accusés et les victimes (ainsi que leur famille) sont traités dans le cadre du procès pénal. On trouvera ci-après une description de quelques affaires qui illustrent ce problème.

36. Nebojsa Ranisavljevic a été reconnu coupable et condamné à Bijelo Polje (Monténégro) en septembre 2002 pour sa participation à l'enlèvement et à l'assassinat d'une vingtaine de Musulmans/Bosniaques et de Croates dans un train près de Strpci en Bosnie-Herzégovine en 1993. Cette personne a été placée en détention provisoire pendant sept ans. Une procédure d'une telle longueur est incompatible avec le droit de l'accusé d'être jugé dans un délai raisonnable et ne sert pas non plus les intérêts plus larges de la justice ni les droits des familles des victimes. Il a été affirmé au cours du procès que l'accusé avait été torturé pendant l'instruction mais aucune enquête n'a été menée pour vérifier le bien-fondé de ces allégations. Les pièces présentées lors du procès donnent à penser que d'autres personnes avaient été mêlées à cette affaire mais elles n'ont pas encore eu à répondre de leurs actes.

37. Le premier procès pour crimes de guerre concernant le Kosovo tenu en Yougoslavie s'est achevé devant le tribunal militaire de Nis en octobre 2002 par la condamnation à des peines de prison comprises entre 3 et 7 ans de deux officiers et de deux soldats reconnus coupables du meurtre de deux Albanais du Kosovo non identifiés en avril 1999. Une ONG locale qui a suivi le procès a affirmé que des irrégularités avaient entaché la procédure et notamment que tout n'avait pas été mis en œuvre pour identifier les victimes et que les articles des Conventions de Genève qui avaient été appliqués n'étaient pas ceux qui convenaient, ce qui a contribué à la condamnation des accusés à des peines légères⁶. Le Représentant spécial estime que les affaires jugées par des tribunaux militaires devraient être l'exception et non la règle et que vu la gravité de ces crimes et l'intérêt qu'ils présentent pour le public, les procès devraient être conduits avec toute la transparence voulue.

38. Le procès de deux policiers serbes accusés d'avoir commis des crimes au Kosovo, qui s'est ouvert à Prokuplje (Serbie) à la fin de 2002, aurait été entaché d'irrégularités et le procureur ainsi que le président du tribunal auraient reçu des menaces. On n'a pas fait suffisamment d'efforts pour faire venir du Kosovo des témoins albanais de souche afin qu'ils puissent faire une déposition. En novembre 2002, la Cour suprême de Serbie a ordonné un nouveau procès, qui aura probablement lieu à Belgrade.

39. Le Représentant spécial constate avec préoccupation que dans de nombreuses autres affaires pénales, l'instruction n'a guère progressé, qu'il s'agisse notamment des fosses communes décrites plus loin, du grand nombre de témoignages concernant de graves violations des droits de l'homme au Kosovo, du meurtre de l'éditeur Slavko Curuvija ou encore de la disparition, en août 2000, de l'ancien Président de Serbie, Ivan Stambolic. Des allégations dignes de foi font état de mauvais traitements et de torture infligés à des Bosniaques par la police dans la région du Sandzjac pendant les années 90. De nombreux militants du mouvement d'opposition Otpor auraient été battus par la police entre 1998 et 2000, mais peu d'enquêtes ont été menées et peu de poursuites engagées à la suite de ces affaires.

40. Le Représentant spécial accueille avec satisfaction les mesures qui sont prises actuellement dans le cadre des programmes de réforme de la police, de l'appareil judiciaire et de la législation afin de renforcer la capacité du pays à mener ces enquêtes et ces procès. À cet égard, il attire l'attention des autorités sur l'action qui est actuellement menée en Bosnie-Herzégovine et au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour améliorer les compétences des tribunaux nationaux –notamment envisager de déférer devant les tribunaux nationaux certaines des personnes inculpées par le Tribunal pénal international – certaines de ces expériences pouvant présenter un intérêt et s'avérer utiles pour les autorités de la République fédérale de Yougoslavie.

41. Le Représentant spécial est également au courant de la décision du Président de la République fédérale de Yougoslavie de créer une Commission fédérale vérité et réconciliation. Il espère que cette commission contribuera effectivement à la réalisation des objectifs mentionnés dans son titre mais note qu'elle n'a toujours pas publié ses premiers rapports.

2. Recherche de charniers

42. La découverte en Serbie de charniers contenant les restes d'Albanais du Kosovo et les enquêtes qui s'en sont suivies mettent en lumière nombre des insuffisances de la législation applicable et de la pratique. Au printemps 2001, une large publicité a été donnée, notamment au moyen de déclarations faites par des responsables serbes, à la découverte de charniers. Des experts locaux ont, avec l'aide d'experts internationaux, commencé à exhumer des corps dans trois sites, sous la supervision d'un tribunal. À la mi-novembre 2002, quelque 634 restes humains avaient été exhumés du poste de police de Batajnica près de Belgrade. Au moins 78 restes humains ont été exhumés de deux autres sites en Serbie. Les documents trouvés sur nombre de cadavres indiquent que ces personnes étaient originaires du Kosovo et l'on s'efforce actuellement d'identifier les corps au moyen de tests d'ADN. Les pièces produites au procès de l'ex-président Milosevic devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie montrent qu'en mars et avril 1999 les autorités ont organisé un transfert massif mais clandestin de cadavres du Kosovo vers la Serbie.

43. D'autres indices indiquent qu'un petit nombre des victimes ont peut-être été tuées en Serbie même. Par exemple, trois citoyens des États-Unis d'Amérique descendants d'Albanais du Kosovo, qui auraient fait partie de l'Armée de libération du Kosovo, ont été trouvés les mains liées et une balle dans la tête dans un charnier situé dans l'enceinte d'un autre poste de police à Petrovo Selo près de Kladovo. Ils ont été arrêtés et emprisonnés pendant 15 jours pour avoir pénétré illégalement sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie après avoir essayé d'aider un groupe de Roms à quitter le Kosovo en juin 1999. Ils auraient ensuite été emmenés par des agents de la sécurité de l'État relevant du Ministère de l'intérieur et abattus à Petrovo Selo.

44. Les enquêtes sur place ne sont toujours pas terminées. Le Représentant spécial considère toutefois que les éléments de preuve recueillis sur les sites et auprès d'autres sources indiquent déjà, de prime abord, que des violations des droits de l'homme flagrantes et systématiques ont été commises, notamment des détentions arbitraires, des tortures et/ou des mauvais traitements, des assassinats ainsi que le transfert, la profanation et l'enlèvement clandestin des corps de civils albanais du Kosovo en 1999. Le Représentant spécial constate avec une profonde préoccupation que bien que l'on dispose de ces commencements de preuve et que près de 18 mois se soient écoulés depuis que les principales révélations publiques ont été faites, le procès pénal a à peine commencé. À la suite des entretiens qu'il a eus avec diverses autorités responsables, le Représentant spécial constate avec préoccupation que la lenteur des poursuites engagées contre les auteurs de ces violations tient manifestement plus à une absence de coopération entre les autorités responsables et à un manque de volonté qu'à des obstacles de nature juridique ou médico-légale.

45. Le Représentant spécial considère que cette enquête est extrêmement révélatrice de la volonté du pays de s'acquitter de ses obligations internationales et constitue un indice important de l'efficacité de la justice pénale. **Il engage donc toutes les autorités compétentes à agir de manière plus énergique afin que les personnes responsables des événements criminels concernant les charniers découverts en Serbie fassent l'objet d'une enquête rapide et effective et de poursuites.**

3. Personnes déplacées

46. D'après le HCR, environ 400 000 réfugiés et 230 000 personnes déplacées vivent actuellement en République fédérale de Yougoslavie⁷. La présence d'un si grand nombre de personnes représente un énorme fardeau financier et social pour le pays alors même que ses institutions manquent elles-mêmes cruellement de ressources et qu'on fait actuellement une coupe sombre dans les programmes et le financement des organismes d'assistance humanitaire internationale. **Le Représentant spécial invite instamment les autorités nationales ainsi que les institutions et les donateurs internationaux à prêter attention non seulement à l'aspect humanitaire de la question du déplacement mais aussi à sa dimension droits de l'homme – notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de solutions durables pour le rapatriement ou l'intégration sur place. Tous les programmes, politiques et stratégies et toutes les mesures de soutien financier devraient avoir pour principal objectif l'exercice par toutes les personnes déplacées de l'intégralité de leurs droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, en pleine conformité avec le principe de non-discrimination.**

47. *En ce qui concerne la situation des réfugiés*, le Représentant spécial se félicite des efforts qui sont faits pour accorder la citoyenneté de la République fédérale de Yougoslavie à tous les réfugiés qui choisissent de rester dans ce pays. Il note toutefois que l'accession à la citoyenneté n'entraîne pas en soi une pleine intégration et l'exercice des droits fondamentaux et que les intéressés – en particulier les femmes et les enfants – peuvent encore avoir besoin d'une protection même lorsqu'ils n'ont plus le statut officiel de réfugié, ce qui suscite des préoccupations sur le plan des droits de l'homme et pourrait nécessiter une action corrective dans le cadre des DSRP actuellement mis en œuvre en Serbie et au Monténégro.

48. Le Représentant spécial se félicite des efforts qui ont été faits par les autorités, depuis son précédent rapport, pour conclure des accords bilatéraux avec les Gouvernements de la Bosnie-Herzégovine et de la Croatie et de favoriser le retour volontaire des réfugiés dans leurs foyers. Il note également avec satisfaction qu'un nombre appréciable de réfugiés ont choisi de retourner chez eux⁸. **Il demande instamment à tous les États d'accorder une plus grande attention aux questions relatives aux droits de l'homme qui constituent des obstacles persistants au retour. En particulier, il invite les autorités de la République fédérale de Yougoslavie et les autorités croates à resserrer leur coopération afin de résoudre les problèmes concernant les droits à pension et autres droits acquis ainsi que les droits en matière de logement – y compris à prévoir, au niveau national, des recours effectifs pour les réfugiés ayant été illégalement ou arbitrairement privés de leurs droits d'occupation au moment de leur déplacement. Ces recours devraient prévoir notamment des droits effectifs de restitution ou d'indemnisation conformément aux normes internationales en matière de droits de l'homme.**

49. *En ce qui concerne la situation des personnes déplacées*⁹, le Représentant spécial se déclare particulièrement préoccupé par les privations économiques et sociales et l'ambiguïté juridique dont souffrent les personnes déplacées qui ne peuvent pas ou ne souhaitent pas exercer leur droit de retourner au Kosovo en toute sécurité. Les personnes déplacées connaissent de forts taux de chômage et de graves problèmes de logement¹⁰; nombre d'entre elles – en particulier parmi les Roms – ont du mal à obtenir des documents personnels tels que carte d'identité, certificat de naissance et certificat de nationalité. En règle générale, les personnes déplacées ne peuvent prétendre qu'à un titre de séjour temporaire, car les autorités considèrent que leur résidence permanente se trouve toujours au Kosovo – indépendamment de ce que souhaitent les intéressés eux-mêmes. Ceux qui sont regroupés dans des centres collectifs non officiels se voient souvent dans l'impossibilité d'obtenir une «carte verte», condition préalable à l'obtention de diverses formes d'assistance sociale. **Le Représentant spécial demande instamment aux autorités de revoir ces dispositions de manière à ce qu'elles soient pleinement compatibles avec le droit des personnes déplacées à la liberté de circulation.**

50. **Il exhorte également les donateurs et les institutions humanitaires internationales à maintenir des programmes efficaces d'appui et de protection des personnes déplacées**, en dépit du remplacement progressif de l'action humanitaire par des activités axées sur le développement. Ces programmes devraient s'inspirer des principes relatifs aux droits de l'homme et favoriser l'autosuffisance et l'autonomie des communautés de personnes déplacées. Toute décision concernant leur retour au Kosovo ou leur intégration sur place doit être fondée sur leur liberté de choix exercée en toute connaissance de cause. **Le Représentant spécial encourage donc les initiatives prises récemment par les autorités nationales, avec le soutien de l'OCHA, du HCDH et du HCR, pour instituer les Principes directeurs concernant**

les déplacements internes comme cadre juridique permettant de répondre aux questions relatives aux personnes déplacées d'une manière pratique tout en respectant les normes universellement admises en la matière.

4. Personnes disparues

51. Après plus de trois ans, le sort non élucidé de quelque 4 700 personnes¹¹ portées disparues durant le conflit au Kosovo continue d'être une source d'immense souffrance et de détresse pour les familles concernées, toutes origines ethniques confondues. Les progrès accomplis dans les opérations d'analyse médico-légale ont été trop lents jusqu'ici et nombre de problèmes pratiques n'ont pu être résolus faute d'une coopération suffisante entre les autorités du Kosovo et de la Serbie proprement dite. Récemment, des mesures ont été prises pour assurer une analyse médico-légale plus systématique des restes humains en Serbie – au moyen de l'ADN et d'autres éléments fournis par la Commission internationale des personnes disparues dans l'ex-Yougoslavie – et au Kosovo, par le biais de l'Office des personnes disparues et de médecine légale récemment établi au sein du Département de la justice de la MINUK. **Le Représentant spécial reconnaît l'importance de cette question tant pour les familles des disparus qu'aux fins des enquêtes criminelles et exhorte les autorités de Serbie et du Kosovo à redoubler d'efforts et à renforcer la collaboration transfrontalière afin de résoudre ces problèmes dans les plus brefs délais.**

5. Présentation de rapports aux organes des Nations Unies créés en vertu de traités

52. Jusqu'à présent, la République fédérale de Yougoslavie s'est acquittée avec retard de l'obligation qui lui incombe de présenter des rapports, conformément aux six principaux traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme auxquels elle est partie. Le Représentant spécial note toutefois avec satisfaction qu'en 2002, tant les autorités fédérales que les autorités des Républiques ont fait un réel effort pour respecter les délais prévus, en particulier avec l'appui technique du HCDH. **Le Représentant spécial recommande aux autorités de mettre à profit le processus d'élaboration de rapports en tant que mécanisme permettant au pays d'améliorer ses institutions et ses pratiques en matière de droits de l'homme. En ce qui concerne le Kosovo, il recommande que la MINUK publie régulièrement des rapports analogues à ceux que les États parties sont tenus de présenter en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.**

6. Traite d'êtres humains

53. En raison de sa position géographique et de son histoire récente, la République fédérale de Yougoslavie (y compris le Kosovo) sert de plaque tournante à la traite d'êtres humains et en constitue de plus en plus le point d'origine ou la destination finale. Le Représentant spécial note que, depuis octobre 2000, des ONG nationales, organismes gouvernementaux et organisations internationales se sont employés à mettre en place des réseaux nationaux et régionaux qui s'attaquent aux multiples aspects de la traite d'êtres humains. Ces réseaux visent à renforcer le dispositif juridique et répressif contre les trafiquants, à mieux protéger (refuges et lignes SOS) et soutenir les victimes et à sensibiliser le public à ce problème. **Le Représentant spécial note que des obstacles pratiques subsistent et propose que, outre des mesures coercitives plus strictes, l'accent soit mis sur les droits fondamentaux des victimes, y compris au moyen**

d'une réforme législative destinée à protéger celles-ci ainsi que les témoins, et sur un renforcement de la coordination au niveau régional¹².

54. Au Kosovo, un coordonnateur de l'assistance aux victimes vient d'être nommé. Cette disposition était prévue par le règlement 2001/4 de la MINUK, encore que près de deux années se soient écoulées depuis sa promulgation. **Le Représentant spécial demande instamment aux autorités compétentes, y compris aux commandants des contingents nationaux de la KFOR, de prendre des mesures énergétiques contre les organisateurs de la traite d'êtres humains, tout en veillant à ce que les droits fondamentaux des victimes soient dûment protégés en assurant une meilleure protection des témoins et la création de refuges.**

7. Institutions nationales des droits de l'homme

55. Le Représentant spécial se félicite du projet de loi visant à créer un bureau du Médiateur tant en Serbie qu'au Monténégro et souligne qu'il importe de veiller à ce que ces institutions soient pleinement indépendantes, dotées de ressources suffisantes et investies des compétences énoncées dans les Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme («Principes de Paris»)¹³. Les multiples fonctions de ces institutions devraient consister notamment à prendre des mesures correctives, à détecter et à signaler les violations des droits de l'homme, ainsi qu'à sensibiliser le public à ces problèmes. **Le Représentant spécial invite instamment les Gouvernements des deux Républiques à tout mettre en œuvre pour informer pleinement le public et la société civile de la nature et des buts de ces nouvelles institutions.**

56. Au Kosovo, l'Institut du médiateur, qui fait partie des institutions provisoires d'administration autonome, se prépare au départ progressif de son personnel international. Le Représentant spécial est convaincu que cet institut contribuera de façon notable à promouvoir et à protéger les droits de l'homme dans l'avenir et invite la MINUK à le doter du mandat, des pouvoirs et des ressources nécessaires à son bon fonctionnement. **Il demande instamment à la MINUK de renforcer sa coopération avec l'Institut du médiateur et de répondre aux communications dans les meilleurs délais et de façon constructive.**

C. La situation en Serbie (à l'exclusion du Kosovo) et au Monténégro

1. La peine de mort

57. Le Représentant spécial se félicite des mesures qui ont été prises par les parlements de Serbie et du Monténégro depuis novembre 2001 pour supprimer la peine de mort de leurs codes pénaux respectifs. La peine capitale a été abolie dans la Constitution et le Code pénal fédéraux en 1992, mais elle restait applicable pour des infractions de moindre gravité en vertu des codes pénaux des deux Républiques. Des condamnations à mort ont été prononcées durant la période considérée, encore qu'aucune exécution n'ait eu lieu, et le statut juridique de plus de 20 prisonniers ayant été condamnés à la peine capitale reste à éclaircir. **Le Représentant spécial recommande que la peine de mort soit supprimée de la législation relative aux sanctions pénales des deux Républiques et qu'elle soit expressément proscrite dans leurs constitutions respectives.**

2. Réforme de la police

58. Dans son précédent rapport, le Représentant spécial a noté que la réforme de la police demeurerait un objectif prioritaire pour la protection des droits de l'homme sur l'ensemble du territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Il constate avec satisfaction que les Ministères de l'intérieur de Serbie et du Monténégro ont entrepris – avec l'appui de l'OSCE et du Conseil de l'Europe – d'élaborer et d'appliquer toute une série de mesures de réforme. Cependant, il demeure préoccupé par le rythme auquel s'opère la réforme de la police. Par exemple, la nouvelle loi serbe sur les affaires intérieures, censée redéfinir les pouvoirs de la police et les mesures disciplinaires s'y appliquant et instaurer un code de déontologie, reste encore à être adoptée par le Parlement. En outre, aucun programme d'ensemble de réévaluation de l'aptitude des policiers à exercer leurs fonctions n'est prévu dans le cadre des programmes de recyclage en Serbie. En conséquence, de nombreux policiers contre lesquels pèsent de graves allégations de violations des droits de l'homme continuent d'exercer leurs fonctions.

59. Le Représentant spécial note aussi qu'au Monténégro, la nouvelle loi sur la police, élaborée en consultation avec des institutions internationales, n'a pas encore été adoptée. De plus, en l'absence d'un code de procédure pénale révisé, la législation en vigueur concernant les pouvoirs de la police ne concorde pas pleinement avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme s'agissant des pouvoirs d'arrestation, des droits des détenus placés en garde à vue et de l'usage de la force.

60. Le Représentant spécial demeure préoccupé par des allégations crédibles de torture ou de mauvais traitements dont se seraient rendus coupables des fonctionnaires de police. Depuis son dernier rapport, de nouvelles allégations ont été portées à sa connaissance, faisant notamment état des cas suivants: Murat Pepic passé à tabac devant une foule rassemblée à l'occasion des fêtes du Nouvel An 2002 à Tutin (Serbie); Milan Milanovic, roué de coups par des policiers intervenus lors d'une soirée à Belgrade (Serbie); Nenad Miljkovic, roué de coups au poste de police de Leskovac (Serbie), y compris victime de coups assénés sur la plante des pieds («falaka») à l'aide de battes de base-ball, en mars 2002; cinq musulmans de Bosnie roués de coups par des policiers dans un village situé à proximité de Berane (Monténégro), en août 2002; Nenad Tasic, tombé dans le coma lors d'un passage à tabac par des policiers à Vranje (Serbie), en août 2002; Nikola Maljkovic, roué de coups par des policiers à Belgrade le 27 octobre 2002 après avoir été arrêté dans le cadre d'une enquête sur le meurtre d'un haut fonctionnaire de police; et deux mineurs roms passés à tabac par des policiers au poste de police de Niksic (Monténégro) le 14 novembre 2002.

61. Bien que rien ne semble indiquer que l'usage de la torture soit toléré par les responsables de la police, la fréquence des allégations et l'impuissance à prévenir ce type d'incident, à instaurer des mesures qui permettent d'y remédier ou, de manière générale, à mettre en place des mécanismes de surveillance efficaces porte le Représentant spécial à conclure que des problèmes d'ordre structurel demeurent et qu'il importe d'y remédier. En particulier, il observe que la juridiction disciplinaire de la police n'est pas suffisamment transparente, n'est pas un facteur de dissuasion efficace auprès des fonctionnaires de police et, bien souvent, ne fournit pas aux victimes les informations et les voies de recours nécessaires.

62. Engager des poursuites pénales contre des fonctionnaires de police accusés de torture ou de mauvais traitements n'est cependant pas toujours un recours utile. La police ou le ministère

public porte rarement plainte pour des infractions de cette nature et ce sont en général les victimes qui doivent s'en charger. Bien souvent, les victimes ignorent la procédure à suivre et n'ont pas les moyens de faire appel aux services d'un avocat. En conséquence, soit l'affaire n'est pas poursuivie, soit elle n'est poursuivie que lorsque la victime peut bénéficier de l'assistance d'une ONG.

63. Le Représentant spécial note avec préoccupation que lorsqu'une plainte est portée devant le ministère public, la réponse se fait souvent attendre très longtemps et que, bien souvent, le ministère public se garde d'engager des poursuites pénales. À l'inverse, la police, les procureurs et les tribunaux sont presque toujours plus prompts à agir lorsqu'ils portent une accusation contre la victime présumée de mauvais traitements ou de torture. Dans certains cas, il semble que l'accusation ou la menace d'une accusation portée contre la victime soit sans fondement et ne vise qu'à justifier les actes de la police ou à dissuader les victimes de porter plainte.

3. Forces armées

64. Le Représentant spécial observe que peu de progrès ont été accomplis dans la mise en place d'un contrôle démocratique effectif des forces armées. Les juges et les procureurs au sein du système de justice militaire de la République fédérale de Yougoslavie ne répondent pas toujours aux critères d'impartialité et d'indépendance prévus par le système international des droits de l'homme. **Il encourage les efforts visant à mettre en place un contrôle démocratique effectif exercé par les autorités élues sur les forces armées.**

65. Le Représentant spécial est également préoccupé par l'absence de directives internes explicites concernant le recours à la force meurtrière. Par exemple, le 9 juin 2002, un citoyen de la République fédérale de Yougoslavie de souche albanaise a été abattu par balle par un soldat yougoslave sur la frontière internationale à proximité de Presevo. L'homme aurait franchi illégalement la frontière et désobéi au soldat qui lui ordonnait de s'arrêter. Cet incident a révélé que les soldats chargés de garder les frontières appliquaient des règlements qui sont incompatibles avec les normes contemporaines relatives aux droits de l'homme concernant l'utilisation proportionnelle de la force potentiellement meurtrière ou d'autres formes de force¹⁴. **Le Représentant spécial demande instamment aux autorités de modifier les règlements et ordres pertinents de manière à assurer que la force potentiellement meurtrière ne soit utilisée qu'en cas d'absolue nécessité, que des directives opérationnelles explicites – prévoyant notamment un mécanisme de surveillance – soient publiées et que celles-ci soient conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme.**

4. Objection de conscience

66. Le Représentant spécial note que la question de l'objection de conscience au service militaire a été partiellement réglée par les autorités fédérales par la loi d'amnistie de 2001, en vertu de laquelle des milliers d'hommes qui avaient refusé de faire leur service militaire durant les conflits du Kosovo et de l'OTAN ont été amnistiés. La loi sur l'armée yougoslave prévoit actuellement un service non armé au sein de l'armée ou du Ministère de la défense mais n'offre pas aux objecteurs de conscience la possibilité d'effectuer un service civil au lieu du service militaire. **Il demande instamment aux autorités de modifier la loi de manière à ce que celle-ci soit compatible avec les recommandations de la Commission des droits de l'homme sur l'objection de conscience au service militaire¹⁵.**

5. Réforme judiciaire

67. Des progrès ont été accomplis en vue de renforcer l'état de droit et les institutions judiciaires. Des centres de formation professionnelle des magistrats ont été créés en Serbie et au Monténégro, les salaires des juges ont été augmentés et les moyens matériels et techniques mis à la disposition des tribunaux ont été améliorés. Cependant, de nombreux problèmes demeurent: les juges sont surchargés de travail et on constate des retards inadmissibles dans l'administration de la justice, qu'il s'agisse de procès criminels ou civils; l'attention portée aux droits de l'homme demeure faible parmi les magistrats et peu de progrès ont été faits en vue de révoquer les juges incompetents – y compris ceux qui avaient été nommés pour des raisons purement politiques durant la période Milosevic.

68. Durant la période couverte par le présent rapport, le Représentant spécial note que les médias ont été utilisés pour porter atteinte à l'indépendance du pouvoir judiciaire. Des articles impliquant la culpabilité de suspects – souvent basée sur des déclarations de membres de la police ou de responsables politiques – sont parus dans la presse lors d'arrestations qui ont eu un grand retentissement. De tels articles peuvent avoir une influence négative sur l'indépendance des juges. Le Représentant spécial s'inquiète en outre des pressions extérieures dont les autorités judiciaires peuvent être l'objet – y compris sous forme de menaces contre des juges et des procureurs – dans le cadre de procès pour crimes de guerre ou assassinats politiques, ou encore de procès liés au crime organisé.

69. Le Représentant spécial se félicite de l'adoption, le 19 juillet 2002, d'une nouvelle loi qui vise à lutter contre le crime organisé et qui porte aussi sur les crimes contre l'humanité et les violations du droit international humanitaire¹⁶. Cette loi, qui n'a pas encore pris effet, instituera un procureur spécial, un service spécial au sein du Ministère de l'intérieur et des départements spéciaux au sein des tribunaux. Elle soulève des questions concernant le recoupement des compétences des tribunaux militaires et civils; il reste aussi à savoir si la durée de détention éventuelle est compatible avec le Code de procédure pénale de la République fédérale de Yougoslavie et les normes internationales relatives aux droits de l'homme. L'insécurité des juges et des procureurs et la protection des témoins poseront aussi des problèmes pratiques. **Le Représentant spécial recommande que les organes traitant des crimes contre l'humanité et des violations du droit international humanitaire soient distincts des organes traitant du «crime organisé» et qu'une formation juridique spéciale soit dispensée aux juges, aux procureurs et aux membres de la police dans ces différents domaines.**

6. Liberté d'expression et liberté des médias

70. Des progrès ont été faits pour assurer le droit à la liberté d'expression et l'indépendance des médias en Serbie¹⁷ et au Monténégro¹⁸. Toutefois, le Représentant spécial reste préoccupé par le fait que la législation de l'une et l'autre républiques prévoit toujours des sanctions pénales pour diffamation et qu'il est toujours possible d'engager des procédures de citation directe pour ce motif. Par exemple, au Monténégro, en novembre 2002, à la suite d'une action en justice intentée par le Président à titre privé, Vladislav Asanin a été condamné à une peine d'un mois d'emprisonnement (en appel) pour avoir reproduit des articles jugés diffamatoires¹⁹. En Serbie, l'Association indépendante des journalistes (IAJS) a affirmé qu'en novembre 2002, plus de 200 procédures de citation directe engagées contre des journalistes étaient en instance, pour diffamation ou préjudice moral. L'IAJS soutient que, vu la modicité des salaires, alliée aux frais

élevés de défense et à l'absence d'assistance juridique, les journalistes pratiquent de plus en plus souvent l'autocensure pour éviter les risques de poursuites. **Le Représentant spécial exhorte les deux Gouvernements à abolir les poursuites pénales, les peines privatives de liberté et les amendes pénales pour diffamation, et à les remplacer par des mesures de droit civil permettant une satisfaction équitable.**

71. De même, peu de progrès ont été réalisés en vue d'identifier et de poursuivre les meurtriers de l'éditeur Slavko Curuvija, à Belgrade en 1999, et du journaliste Milan Pantic, à Jagodina en 2001. Ces affaires mettent en relief les craintes du Représentant spécial de voir régner l'impunité, ainsi que les menaces qui pèsent sur la liberté d'expression.

7. Protection des minorités nationales, y compris des Roms

72. La situation des minorités nationales est une question qui revêt une importance particulière en République fédérale de Yougoslavie. Aussi le Représentant spécial se félicite-t-il de la nouvelle loi fédérale sur la protection des droits et libertés des minorités nationales, promulguée en février 2002, et des mesures qui ont été prises pour créer des conseils nationaux chargés de représenter les intérêts des minorités, y compris des Roms. Durant la période couverte par le présent rapport, des accords bilatéraux sur la protection des droits des minorités nationales ont été conclus avec plusieurs pays voisins, et la République fédérale de Yougoslavie a présenté son premier rapport en application de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales. Le Représentant spécial rend également hommage au Ministère serbe de l'éducation, qui s'est employé à revoir les manuels et matériels scolaires afin d'en supprimer les stéréotypes négatifs concernant les minorités et à accroître le nombre d'écoles proposant un enseignement dans des langues minoritaires, y compris en langue rom.

73. Le Représentant spécial observe cependant que des efforts restent à faire pour mieux assurer le respect des droits des minorités au niveau tant des républiques que des collectivités. Au Monténégro, la Constitution ne reconnaît pas les «minorités nationales» en tant que telles – seuls y sont reconnus les «groupes nationaux et ethniques» – et le Ministère des groupes nationaux et ethniques n'a conçu aucune stratégie destinée à promouvoir la protection des minorités. Il faut ajouter à cela que les nouvelles lois fédérales ne s'appliquent pas au Monténégro, le Parlement monténégrin ayant décidé par vote, le 8 juillet 2000, de se dissocier de la politique suivie par l'ex-Gouvernement Milosevic. **Le Représentant spécial souligne la nécessité pour la République fédérale de Yougoslavie de prévoir une action d'ensemble destinée à protéger les droits des minorités et lance un appel en faveur d'un resserrement de la coopération entre toutes les autorités compétentes, en particulier au niveau des républiques, des municipalités et des collectivités.**

74. Il note que les Roms constituent une minorité particulièrement marginalisée et vulnérable en République fédérale de Yougoslavie et qu'ils méritent une attention spéciale – en particulier les Roms ayant été déplacés du Kosovo. Durant sa visite, le Représentant spécial a observé que de nombreux Roms vivaient dans des conditions de logement déplorables et insalubres et que les femmes et les enfants roms étaient les plus exposés. En raison du manque de possibilités d'emploi et de terrain disponible, ces zones d'installation sont souvent situées à proximité de décharges publiques, avec tous les risques que cela comporte pour la santé (eaux usées, parasites, etc.). De nombreux Roms se livrent à des activités de recyclage, et sont souvent victimes d'exploitation économique. Beaucoup de ces zones d'installation occupent, de façon

illégale, des parcelles de terrains qui sont convoitées à des fins d'urbanification, et les Roms risquent d'être expulsés vers des zones encore plus marginales et inhospitalières.

75. Le Représentant spécial note donc avec satisfaction que le Ministère fédéral des communautés nationales et ethniques a élaboré un plan de stratégie nationale en faveur des Roms, et il espère voir mettre en place des mécanismes efficaces qui permettent la mise en œuvre de cette stratégie. **À cet égard, il exhorte les autorités compétentes au niveau des républiques et des municipalités – en particulier celles qui s'occupent des questions d'urbanification et d'investissement des entreprises privées – à veiller à ce que les droits de l'homme des Roms soient pleinement respectés.**

8. Droits économiques et sociaux

76. La situation sociale et économique qui sévit dans le pays pose de sérieuses difficultés en ce qui concerne la protection des droits économiques et sociaux. On citera notamment les effets des programmes de restructuration économique et de privatisation; la dégradation et le manque de ressources généralisés des institutions de santé et d'aide sociale; les taux élevés de chômage; la faiblesse des revenus; et la dépréciation des pensions allouées aux personnes âgées et aux personnes handicapées. Dans ces conditions, on peut craindre de voir augmenter le nombre de vrais pauvres, en particulier parmi les groupes vulnérables et marginalisés tels que les réfugiés, les personnes déplacées, les personnes âgées et les handicapés physiques ou mentaux.

Le Représentant spécial se félicite des mesures qui ont été prises par les Gouvernements serbe et monténégrin pour remédier aux problèmes de la pauvreté et de la vulnérabilité sociale au moyen de stratégies telles que les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP)²⁰ et les encourage, au côté des donateurs internationaux, à maintenir à des niveaux suffisants leur appui à des programmes fondés sur les droits de l'homme²¹ qui permettent de réduire la pauvreté de tous les groupes vulnérables.

D. Situation particulière dans le sud de la Serbie

77. Des progrès notables ont été enregistrés dans les municipalités de Presevo, Bujanovac et Medvedja (sud de la Serbie) depuis la fin négociée du conflit armé en mai 2001. Depuis son précédent rapport, le Représentant spécial note que le respect des droits de l'homme dans la région s'est, d'une manière générale, maintenu et, à certains égards, consolidé. Les élections locales qui ont eu lieu dans les trois municipalités en juillet 2002 ont abouti à une représentation plus équilibrée des communautés albanaise de souche, serbe et rom, prélude à la réintégration de l'ensemble des minorités dans la région. Par ailleurs, l'amnistie promise aux anciens combattants albanais de souche a été rendue effective en juillet 2002.

78. Un certain nombre de problèmes demeurent. Aucun des Albanais de souche qui avaient été déplacés de la région vers le Kosovo n'est revenu s'y installer, en grande partie à cause de la situation économique défavorable. Des allégations de torture, de mauvais traitement et de disparitions dont se serait rendue coupable la police pendant le conflit et dans les mois qui l'ont suivi n'ont pas été élucidées, pas plus que les allégations de détention illégale et de torture dont auraient été victimes des insurgés albanais de souche. Les cas de violence exercée par des membres extrémistes de la communauté albanaise – apparemment contre des Albanais de souche modérés – ont été fréquents vers le milieu de 2002 mais plus sporadiques dans la dernière partie de l'année. **Le Représentant spécial invite les Gouvernements de la République fédérale de**

Yougoslavie et de Serbie à régler ces problèmes tant dans le cadre des mesures de confiance qu'au titre de l'action destinée à combattre l'impunité.

E. Situation au Kosovo

1. Situation générale

79. Dans l'ensemble, les conditions de sécurité au Kosovo semblent s'améliorer. Les élections locales d'octobre 2002 se sont, d'une manière générale, déroulées dans le calme, à l'exception du meurtre déplorable du Président de l'assemblée municipale de Suhareke/Suva Reka et de deux autres membres de son parti, la Ligue démocratique du Kosovo. Le nombre de cas signalés de violence politique ou interethnique a diminué en 2002 par rapport à l'année précédente. Toutefois, la fréquence de ce type d'incidents reste inacceptable. Le Représentant spécial condamne les nombreux incidents qui se sont produits depuis son précédent rapport, dont: les attentats à la bombe contre cinq maisons serbes à Klotot en juillet 2002; l'agression par la foule de personnes âgées serbes et de membres de la police de la MINUK à Pec/Peja en octobre 2002; les attaques contre des membres de la police de la MINUK commises par des Serbes à Mitrovica, en avril, et par des Albanais à Decani, en août; le meurtre de l'avocat Ibush Hoti à Pec/Peja et la destruction de deux autres églises orthodoxes serbes en novembre 2002.

80. Le Représentant spécial note avec satisfaction la création au début 2002 des institutions autonomes provisoires et la désignation à des postes clefs de membres de la communauté serbe. Il déplore cependant le faible taux de participation de l'électorat serbe aux élections locales d'octobre 2002, qui s'est soldé par une sous-représentation de la communauté serbe aux assemblées municipales. Il note aussi avec inquiétude que la nouvelle assemblée du Kosovo a à plusieurs reprises outrepassé le mandat qui lui est dévolu par le Cadre constitutionnel d'autonomie provisoire du Kosovo et les limites fixées par la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité. Ces actes constituent des abus de droit et compromettent les efforts visant à susciter la confiance et la participation des membres serbes de la nouvelle assemblée.

81. La situation à Mitrovica, ville du nord du Kosovo, demeure délicate et l'on continue d'observer des tensions entre les communautés ethniques. Cela étant, le Représentant spécial constate avec satisfaction que, depuis le milieu de 2002, la MINUK et les autorités serbes ont renforcé leur coopération en vue de démanteler les structures administratives, judiciaires et policières «parallèles» mises en place dans le nord du Kosovo et dans d'autres enclaves depuis juin 1999. Des agents locaux du Service de police du Kosovo sont actuellement déployés dans le nord, où la sécurité était exclusivement assurée jusqu'ici par des fonctionnaires de police internationaux de la MINUK. Le Représentant spécial espère que, grâce à la coopération et à la détermination de l'ensemble des parties, chacun pourra se rendre dans la région et y circuler plus librement et dans de meilleures conditions de sécurité.

82. Plus précisément, dans le domaine des droits de l'homme, le Représentant spécial note avec satisfaction l'importance accordée aux objectifs et aux critères relatifs aux droits de l'homme énoncés dans la stratégie du Représentant spécial du Secrétaire général visant à définir le statut futur du Kosovo. **Le Représentant spécial est convaincu que ces objectifs²² sont d'une importance cruciale si l'on veut voir le Kosovo se muer en une société pluraliste, tolérante et démocratique, et il exhorte toutes les parties à s'engager résolument à en assurer la pleine réalisation.**

83. Il note également avec satisfaction la création au sein de la MINUK, en juin 2002, d'un double mécanisme consistant en un comité de surveillance des droits de l'homme, et un groupe de travail sur les droits de l'homme auquel participent tous les piliers de la MINUK. Ces deux organes ont pour mission d'examiner les problèmes structurels qui entravent la protection des droits de l'homme au Kosovo, de veiller à ce que les projets de lois soient conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, d'enquêter sur des cas importants qui n'ont pas été réglés par d'autres instances et de répondre aux observations émanant d'autres organisations au sujet du bilan de la MINUK en matière de droits de l'homme. **Il invite les autorités à assurer à ces deux organes de protection des droits de l'homme des ressources suffisantes et à mieux les mettre en valeur afin que leurs activités soient profitables à l'ensemble du système de la MINUK.**

2. Primauté du droit

84. Le Représentant spécial constate qu'en dépit de certains progrès réalisés dans ce domaine important, le respect de la légalité au Kosovo continue de se heurter à des problèmes considérables. Dans l'ensemble, les réformes s'opèrent lentement et à un rythme inégal. Aucune directive n'a encore été formulée pour instituer l'*habeas corpus* ou pour remanier le Code pénal, le Code de procédure pénale et la législation s'appliquant aux mineurs. Les normes pertinentes en matière de droits de l'homme n'ont pas encore été pleinement intégrées au système de justice pénale et les règlements de la MINUK ne sont pas traduits et distribués dans les délais voulus en albanais et en serbe, ce qui entretient l'incertitude concernant les lois qui s'appliquent au Kosovo.

85. Des problèmes de discrimination ethnique et politique, d'ingérence au niveau local et d'intimidation continuent d'entraver le bon fonctionnement de la justice au Kosovo. L'autorité judiciaire est le plus souvent obligée de s'en remettre à des juges et procureurs internationaux dans les affaires graves, par exemple lorsque l'auteur et la victime de l'infraction sont d'origine ethnique différente ou lorsqu'il s'agit de crime organisé, de traite d'êtres humains ou de crimes ethniques. Le recrutement, au niveau tant local qu'international, de personnel compétent, y compris de juges et d'interprètes, pose des problèmes persistants. Les tribunaux chargés de juger les infractions mineures semblent particulièrement susceptibles de partialité; or les juges internationaux ne s'occupent pas des affaires de cet ordre.

86. Certains procès pour crimes de guerre commis durant la période 1998-1999 du conflit sont en cours. Le Représentant spécial note que les problèmes touchant l'administration de la justice sont exacerbés lorsqu'il s'agit de juger des crimes de guerre ou des crimes motivés par des considérations ethniques ou politiques. Sur les douze verdicts rendus pour crime de guerre sous la juridiction de la MINUK, huit ont été annulés par la Cour suprême. Le Groupe d'enquête de la police de la MINUK sur les crimes de guerre a encore devant lui plus de cent affaires à traiter et les ressources manquent pour financer les services d'enquêteurs ou des systèmes de protection des témoins (y compris des lieux de résidence secrets). **Le Représentant spécial est convaincu qu'il importe de poursuivre de façon effective les accusés appartenant à tous les groupes ethniques si l'on veut éliminer du système judiciaire l'impunité et l'impression de partialité, et il demande instamment à la communauté internationale d'appuyer et de financer comme il convient les efforts déployés dans ce sens.**

87. Le maintien de l'ordre public au Kosovo continue d'être tributaire de l'action conjuguée des soldats de la KFOR, des membres de la police internationale de la MINUK et des agents locaux du Service de police du Kosovo. Le Représentant spécial tient compte de la situation difficile et des progrès accomplis – en particulier, la création du Service de police du Kosovo – mais il demeure préoccupé par les allégations de mauvais traitements et d'autres actes illégaux imputés à des soldats de la KFOR ou à des membres de la MINUK. Ainsi, des fonctionnaires de la MINUK accusés de violations des droits de l'homme auraient quitté le territoire relevant de la juridiction du Kosovo²³. Le Représentant spécial constate à cet égard que des soldats de la KFOR ou des fonctionnaires internationaux de la MINUK²⁴ bénéficient d'une immunité comparable à celle qui est assurée au personnel diplomatique. **Même s'il est vrai que, par le passé, l'immunité de certains fonctionnaires de la MINUK a été levée, le Représentant spécial recommande de n'accorder que parcimonieusement et judicieusement l'immunité aux membres de la MINUK et de la KFOR, ne serait-ce que pour le mauvais exemple que cela donne aux institutions et communautés locales.**

3. Détention extrajudiciaire

88. Le Représentant spécial réitère les préoccupations qu'il a exprimées précédemment au sujet des pouvoirs exécutifs du Représentant spécial du Secrétaire général et des procédures extrajudiciaires de la KFOR leur permettant de mettre des personnes en détention sans contrôle judiciaire adéquat. Bien qu'il reconnaisse que ces pouvoirs aient été invoqués moins fréquemment qu'en 2001 et qu'il ait été rassuré par la pratique suivie par l'actuel commandant de la KFOR, consistant à éviter de recourir à de tels pouvoirs, il constate néanmoins avec préoccupation que ces mesures de détention extrajudiciaire sont incompatibles avec les normes relatives aux droits de l'homme. Étant donné l'amélioration des conditions de sécurité au Kosovo et de la qualité des organes judiciaires locaux, ni la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité ni les pouvoirs exécutifs «illimités» de détention dont dispose le Représentant spécial du Secrétaire général ne sauraient justifier en soi ces mises en détention. **Le Représentant spécial recommande, comme il l'a déjà fait précédemment, que lorsqu'une détention de ce type se révèle nécessaire pour répondre aux exigences de sécurité d'une situation donnée, des dérogations au droit international soient dûment présentées²⁵.**

4. La situation des minorités et le retour

89. Étant donné le climat généralisé d'intimidation, de violence et d'insécurité dans lequel vivent les Serbes de souche et d'autres minorités ethniques, allié à l'insuffisance de l'assistance financière et de l'aide à la reconstruction offertes aux rapatriés potentiels, rares sont les personnes déplacées qui peuvent ou qui souhaitent quitter la Serbie proprement dite ou le Monténégro pour retourner dans leurs foyers. Selon des statistiques du HCR au 31 octobre 2002, 1 977 réfugiés et personnes déplacées non albanais²⁶ étaient retournés au Kosovo durant cette année. Entre 2000 et 2002, 5 281 non-Albanais sont rentrés au Kosovo, tandis qu'entre 2000 et mars 2002, 10 000 non-Albanais récemment déplacés se sont enregistrés auprès des autorités serbes. Ces chiffres révèlent un taux d'exode important durant cette période. **Le Représentant spécial engage instamment la MINUK, la KFOR, les responsables des institutions provisoires d'administration autonome et les dirigeants de la communauté albanaise à redoubler d'efforts pour non seulement protéger la sécurité physique et la liberté de circulation des personnes qui choisissent de retourner au Kosovo, mais aussi faire en sorte qu'elles soient à même d'exercer leurs droits économiques et sociaux – logement**

convenable (reconstruction), accès non discriminatoire aux services publics, à l'éducation, aux équipements collectifs et au marché du travail et égalité effective devant la loi.

90. À ce propos, il note que la diminution des cas signalés de violence à l'encontre de non-Albanais pourrait être l'indication, entre autres, du degré de séparation physique qui existe actuellement entre les communautés ethniques. La liberté de circulation des minorités ethniques reste très limitée. Le Représentant spécial tient également compte du fait que les victimes ont tendance à s'abstenir de signaler à la police de la MINUK les cas mineurs de discrimination, d'intimidation ou de harcèlement et que les statistiques officielles ne rendent donc pas nécessairement compte de l'état réel des relations interethniques au Kosovo. De nombreuses communautés minoritaires doutent fort actuellement que la police de la MINUK et le Service de police du Kosovo soient à même de protéger leurs droits fondamentaux. **Le Représentant spécial demande instamment à la MINUK de procéder à une analyse empirique approfondie de la situation actuelle et des risques potentiels concernant les violations des droits de l'homme commises contre toutes les minorités.**

5. Propriété

91. Il existe un lien direct entre, d'une part, les questions de logement et de propriété et, d'autre part, la situation des minorités ethniques déplacées à l'intérieur et en dehors du Kosovo. Les lois qui s'appliquent en matière de logement sont mal comprises et la situation est rendue encore plus confuse par la multiplicité des institutions qui s'occupent de ces questions au Kosovo, parmi lesquelles les administrateurs municipaux de la MINUK, les tribunaux et la Direction du logement et de la propriété. Il importe de rationaliser la situation et d'assurer une meilleure information du public tant au Kosovo qu'auprès des personnes déplacées dans les autres parties du territoire de la République fédérale de Yougoslavie. La date limite de présentation de demandes à la Direction du logement et de la propriété, qui avait été fixée au 1^{er} décembre 2002, a été reportée au 1^{er} juin 2003. **Le Représentant spécial se félicite de cette initiative et engage instamment les autorités du Kosovo et de Serbie à renforcer leur coopération et leur échange d'informations en matière de logement et de propriété afin d'apporter aux personnes déplacées des solutions dans ce domaine essentiel. Il souligne également que les ONG peuvent contribuer de façon notable à favoriser la collaboration transfrontalière sur ces questions.**

6. Droits de l'homme des handicapés mentaux

92. Le Représentant spécial a reçu des informations faisant état de graves violations des droits de l'homme qui auraient été commises dans des institutions pour handicapés mentaux placées sous le contrôle de la MINUK et des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo²⁷. Il considère que ces informations soulèvent d'importantes questions intéressant les droits de l'homme auxquelles les autorités compétentes doivent s'attacher à répondre à titre prioritaire. Les droits fondamentaux des personnes handicapées devraient être au centre de tout programme de réforme.

Notes

¹ Ce chiffre est fourni par le Ministère des personnes déplacées et des réfugiés de la Republika Srpska. D'après le HCR, à la fin de septembre 2002, le taux d'application en Republika Srpska était de 56 %.

² HCR, septembre 2002.

³ Communiqué de presse du HCR, Journée internationale des droits de l'homme, 10 décembre 2002.

⁴ Dans l'enquête sur la mesure du niveau de vie, on considère que les personnes qui travaillent dans ce qu'il est convenu d'appeler l'économie parallèle sont employées et le taux de chômage en Bosnie-Herzégovine est estimé à 16,1 %. D'après le rapport du PNUD sur le développement humain en Bosnie-Herzégovine (2002), le nombre de personnes travaillant dans l'économie parallèle est estimé à 320 000. Le fait que ces personnes ne cotisent à aucun organisme public entraîne pour les recettes publiques une perte estimée à 250 millions de marks bosniaques. Les chiffres concernant le chômage donnés par le PNUD dans son rapport de 2002 sur le développement humain en Bosnie-Herzégovine varient selon que tel ou tel secteur est pris en compte ou non. Ces chiffres sont compris entre 22,2 % (si l'on prend en compte l'économie parallèle) et 43,6 % (si l'on prend en compte les travailleurs inscrits sur des «listes d'attente» et ceux dont les salaires n'ont pas été versés depuis au moins deux mois) en passant par 32,9 % (si l'on prend en compte les travailleurs inscrits sur des «listes d'attente»).

⁵ Le Représentant spécial a reçu des informations faisant état de mauvais traitements et d'actes de torture commis par la police depuis son dernier rapport; voir le chapitre sur la réforme de la police.

⁶ Humanitarian Law Centre, *War Crimes Trial in Nis*, octobre 2002.

⁷ D'après le HCR et le Gouvernement serbe, 392 655 réfugiés et 224 304 personnes déplacées se trouvaient en République fédérale de Yougoslavie (sans compter le Kosovo); 377 731 réfugiés et 197 645 personnes déplacées étaient enregistrées en Serbie et 14 924 réfugiés et 26 659 personnes déplacées étaient enregistrées au Monténégro.

⁸ Selon des chiffres officiels fournis par le bureau du HCR à Belgrade, 22 000 réfugiés de Bosnie-Herzégovine et 18 000 réfugiés de Croatie ont choisi de renoncer à leur statut de réfugié.

⁹ On trouvera des observations concernant la situation des personnes déplacées au Kosovo dans la section consacrée au Kosovo.

¹⁰ Selon une étude réalisée en mars 2002 par le Conseil international des agences bénévoles et le Conseil norvégien des réfugiés, 52 % des personnes déplacées sont sans emploi et 7 % disposent de leur propre logement.

¹¹ Les listes et les chiffres varient. Par exemple, le Comité international de la Croix-Rouge donne un nombre inférieur car il tient compte uniquement des indications fournies par les proches parents.

¹² Voir HCDH, *Principes et directives concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains: Recommandations* (HR/PUB/02/3), Genève et New York, 2002.

¹³ Résolution 48/134 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1993.

¹⁴ Règlement du Service des frontières, publié par le Secrétariat fédéral à la défense, avril 1976.

¹⁵ Voir, par exemple, Commission des droits de l'homme, résolution 1995/83.

¹⁶ Loi sur l'organisation et la compétence des organes de l'État chargés de la lutte contre le crime organisé.

¹⁷ La loi sur la radiodiffusion a été adoptée par le Parlement serbe le 18 juillet 2002. Elle comporte des dispositions concrètes visant à abolir la censure, tient compte des principales normes internationales en la matière et interdit la discrimination.

¹⁸ En juin 2002, le Monténégro a exclu la possibilité en droit de poursuites d'office pour diffamation d'agents de la fonction publique.

¹⁹ Voir le précédent rapport du Représentant spécial (E/CN.4/2002/41).

²⁰ Des stratégies nationales en faveur des Roms ainsi que des réfugiés et des personnes déplacées sont également en cours d'élaboration.

²¹ OHCHR, Draft Guidelines: A Human Rights Approach to Poverty Reduction Strategies, septembre 2002. Peut être consulté en ligne, en anglais, sur www.unhchr.ch/pdf/povertyfinal/pdf.

²² Dans une déclaration de presse de mai 2002 intitulée «Standards before status», la MINUK énumère, entre autres, les objectifs suivants en matière de droits de l'homme: institutions démocratiques opérationnelles; état de droit (police/pouvoir judiciaire); liberté de circulation; retour et intégration; droits de propriété.

²³ Un membre de la police de la MINUK, de nationalité autrichienne, dont l'immunité avait été levée par suite d'allégations selon lesquelles lui-même et trois membres du Service de police du Kosovo avaient infligé des mauvais traitements à un détenu, aurait été placé en détention provisoire durant l'enquête mais aurait quitté le territoire du Kosovo en février 2002 grâce à la complicité de certains de ses collègues. Il a été inculpé par la suite par un procureur international, mais est resté à l'étranger. *Préoccupations d'Amnesty International en Europe, janvier-juin 2002*, EUR 01/07/2002, septembre 2002.

²⁴ Règlement 2000/47 de la MINUK.

²⁵ Conformément à l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

²⁶ À savoir: Serbes (853); Roms (317); Égyptiens ashkali (635); Bosniaques (117); Goranis (55). *Activités du HCR au Kosovo*, HIWG/02/2, 1^{er} juin 2002, note 1, p. 3.

²⁷ «Not on the Agenda: Human Rights of People with Mental Disabilities in Kosovo», rapport de Mental Health Rights International, 7 août 2002.
